

L'Organisation révolutionnaire-Parti démocratique pour l'unité nationale du Premier ministre Nikola Gruevski conserve le pouvoir en Macédoine

de Corinne Deloy

Résultats

L'Organisation révolutionnaire-Parti démocratique pour l'unité nationale (VMRO-DPMNE) conduite par le Premier ministre sortant Nikola Gruevski est arrivée en tête des élections législatives le 5 juin en Macédoine. Elle a recueilli 38,98 % des suffrages et remporté 56 sièges selon des résultats encore partiels. L'Union sociale-démocrate (SDSM), principal parti d'opposition dirigé par l'ancien président de la République (2004-2009), Branko Crvenkovski, a obtenu 32,78 % des voix (42 sièges).

Du côté des partis albanophones, l'Union démocratique pour l'intégration (DUI-BDI) d'Alija Ahmeti, membre du gouvernement sortant, a recueilli 10,24% des suffrages. Elle a devancé le Parti démocratique albanais (PDA-PDSH) de Menduh Thaci qui a obtenu 5,90% des voix et Renaissance démocratique nationale (RDK), parti créé à la fin du mois de mars dernier par le maire de Gostivar Rufe Osmani, qui a recueilli 2,67% des suffrages.

Enfin, l'Organisation révolutionnaire-Parti populaire (VMRO-NP) de l'ancien président de la République (1998-2002) Ljubco Georgievski a obtenu 2,51% des voix.

La participation s'est élevée à 63,48%, soit +6,31 points par rapport aux dernières élections législatives du 1er juin 2008. Le scrutin législatif a donc mobilisé les Macédoniens, dont près de la moitié se déclaraient pourtant lassés des incessantes querelles politiques selon une enquête d'opinion publiée durant la campagne électorale.

Le responsable de la Commission électorale macédonienne, Josif Josifovski, a déclaré que les élections législatives du 5 juin avaient été le scrutin le mieux organisé de l'histoire de la Macédoine. Les forces de police avaient mobilisé 7 000 hommes pour assurer la sécurité des bureaux de vote. Par ailleurs, 3 500 observateurs locaux et 330 internationaux avaient été chargés de surveiller le bon déroulement du scrutin. Quelques incidents mineurs ont toutefois été constatés.

« J'ai le plaisir de vous annoncer que l'Organisation révolutionnaire-Parti démocratique pour l'unité et la coalition Pour une meilleure Macédoine qu'elle dirige sont

les vainqueurs des élections législatives. Nous avons remporté 55 des 123 sièges de la Sobranie (chambre unique du parlement) » a déclaré le Premier ministre sortant Nikola Gruevski. « La majorité des Macédoniens ont reconnu qu'un changement avait eu lieu en 2006 lorsqu'un groupe de jeunes politiques ont accédé au pouvoir. En ces temps de crise économique internationale et de blocage de notre accession à l'OTAN et à l'Union européenne par la Grèce, une majorité d'électeurs ont choisi ceux qui pouvaient gérer au mieux les problèmes du pays » a-t-il ajouté.

Le chef du gouvernement sortant a fait campagne sur la nécessité de poursuivre les réformes afin de permettre à son pays d'adhérer à l'Union européenne et à l'OTAN. Il s'est engagé à augmenter les pensions de retraites de 24,2% d'ici à 2015 ainsi que les salaires des employés de l'administration publique, les allocations chômage et les aides sociales. Nikola Gruevski a également promis une baisse du taux de chômage (qui touche environ un tiers de la population active) sous la barre des 25%. En matière de fiscalité, le VMRO-DPMNE ne devrait créer aucun nouvel impôt et ramener à zéro les taxes des petites entreprises dont le revenu annuel est inférieur à 3 millions de dinars (50 000 €). Les petites entreprises commerciales disposant d'un revenu annuel compris entre 3 et 6 millions de dinars (entre 50 000 et 100 000 €) pourront choisir un régime fiscal spécifique. Enfin, le VMRO-DPMNE devrait baisser la TVA sur les produits touristiques.

« Cette victoire est une grande responsabilité. Nous devons maintenant mettre en place les mesures que nous avons promises. Nous devons résoudre rapidement les problèmes de la Macédoine et devenir membre de l'OTAN et de l'Union européenne, un élément essentiel pour notre nation et notre dignité » a souligné le Premier ministre sortant Nikola Gruevski qui a conclu : « A partir de demain, nous continuerons à servir les citoyens ».

Le leader de l'Union sociale-démocrate, Branko Crvenkovski, s'est réjoui de la performance de son parti le 5 juin. Sa satisfaction s'appuie sur la hausse du nombre de sièges remportés par son parti (SDSM) à la Sobranie. « Vous avez vu ce que nous avons été capables de faire avec 18 sièges (le SDSM possédait dans le Parlement sortant 18 sièges), vous pouvez imaginer ce que nous pouvons faire avec plus de 40 députés » a déclaré le leader de l'opposition.

Le VMRO-DPMNE fera probablement alliance avec le parti albanophone arrivé en tête, soit l'Union démocratique pour l'intégration (DUI-BDI), pour former le prochain gouvernement. Celui-ci devra parvenir à sortir la Macédoine de la grave crise socioéconomique qu'elle

traverse. Lors de sa visite à Skopje le 6 avril dernier, le commissaire européen chargé de l'Elargissement et de la Politique européenne de voisinage, Stefan Füle, avait souligné la nécessité de réformes rapides en matière de dialogue politique, de justice, d'administration publique, de combat contre la corruption et de la mise en place de l'accord d'Ohrid (accord de paix signé par les principaux partis macédoniens, le 13 août 2001 pour mettre fin aux violents affrontements qui avaient opposés cette même année les forces gouvernementales de Skopje à la guérilla albanaise de l'Armée de libération nationale). Nikola Gruevski devra également lutter contre le chômage et l'absence d'opportunités professionnelles (une enquête d'opinion a révélé que la moitié des lycéens macédoniens – 49,5% – souhaitent quitter leur pays dans les dix années à venir) et réduire la pauvreté (le salaire national moyen s'élève à 250 € par mois, soit un chiffre nettement inférieur à la moyenne européenne, et 30% des Macédoniens vivent sous le seuil de pauvreté).

Résultats : <http://217.16.84.11/Default.aspx>

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :

www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.